

COMMUNIQUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

LA MINUSCA MET EN GARDE LES BELLIGERANTS CONTRE DE POSSIBLES EXACTIONS CONTRE LES FULANIS A BRIA

Bangui, 23 novembre 2016 – La MINUSCA met en garde les belligérants dans la ville de Bria suite à des informations sérieuses faisant état d'assassinats ciblés de civils consécutifs aux affrontements entre le FPRC et à l'UPC, précisant que de tels actes sont passibles de poursuite pénale en République centrafricaine ou hors du pays. Le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, a annoncé mercredi l'envoi prochain d'une équipe d'enquêteurs pour faire la lumière sur ces allégations.

« La MINUSCA reçoit des informations sérieuses sur des allégations graves d'assassinats ciblés des civils sur la base de considérations ethniques et religieuses. Elle rappelle au FPRC et à l'UPC que de tels actes constituent un crime grave possible de poursuites judiciaires devant les tribunaux nationaux ou internationaux », a dit le porte-parole au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission. Les affrontements entre les deux groupes armés ont éclaté lundi matin et causé plusieurs victimes. « Selon les chiffres dont nous disposons, il y aurait au moins 16 morts confirmés et des milliers de déplacés. Le bilan des morts pourrait s'alourdir d'autant plus que les informations qui nous parviennent font état d'assassinats ciblés et d'exactions contre les Fulanis », a précisé Monteiro, qui a réitéré l'appel de la MINUSCA au FPRC et à l'UPC à mettre fin à la tension.

Le porte-parole a indiqué que depuis lundi, la MINUSCA est concentrée sur la « protection des civils à risque de violence physique et la restauration d'un niveau de sécurité pour la fourniture de l'assistance humanitaire ». « Des

renforts sont arrivés à Bria en appui aux forces déjà sur place », a-t-il déclaré, ajoutant que la Force protège actuellement quelques 5.000 personnes réfugiées près des installations de la MINUSCA, en plus des 4.800 déplacés qui se trouvaient déjà près de

l'aéroport. En outre, le porte-parole a souligné que les agences des Nations Unies ont pris des mesures pour apporter une réponse humanitaire à la situation des déplacés à Bria.

Par ailleurs, Monteiro a annoncé de nouvelles initiatives de la Mission à Bangui et à Berberati pour la protection des civils, le dialogue et la restauration de l'autorité de l'État. A Bangui, la MINUSCA a rencontré les organisations chargées de mener des activités de formation professionnelle et des représentants des bénéficiaires du projet de réduction de la violence communautaire de violence à savoir des groupes armés de PK5, des camps Beal/BSS et anti-Balaka. A Berberati, huit projets à impact rapide sont inaugurés jeudi. Il s'agit notamment du commissariat de police, de la maison d'arrêt de Berberati et de la sous-préfecture de Berberati mais aussi des marchés de Poto-poto et de Berberati et de la case de l'Organisation des femmes centrafricaines de la Mambéré-Kadei. Ces infrastructures ont été réhabilitées ou construites grâce à un financement de la MINUSCA d'une valeur d'environ 125 millions de francs CFA.

Pour sa part, le porte-parole de la composante police, Oana Popescu, a indiqué que la Police de la MINUSCA a assuré au cours de la semaine, l'escorte et la protection de hautes personnalités, les patrouilles motorisées et pédestres, les gardes statiques au niveau des points sensibles et des institutions étatiques, ainsi que les opérations de lutte contre la délinquance. Popescu a également annoncé des actions de renforcement de capacité au profit des Forces de sécurité intérieure (FSI) ainsi que le soutien au processus d'enregistrement des FSI. « A ce jour, 1902 Gendarmes et 1464 Policiers ont pu être enregistrés », a indiqué la porte-parole.

De son côté, le porte-parole de la force, le lieutenant-colonel Clément Cimana, a fait part des différentes interventions de la Force dans les secteurs Est, Centre et Ouest. « A part certains cas de criminalité et de braquage à main armée,

enregistrés, la situation sécuritaire à Bangui est calme mais imprévisible. Pour les différents secteurs, des violences sont rapportées entre groupes/éléments armés malgré des accords de non-agression signés entre ces belligérants”, a indiqué colonel Cimana, précisant que la Force est notamment intervenue dans certains cas face aux groupes armés et reste vigilante.